

Bulletin de Liaison

Infos & enquêtes autours du mouvement contre la loi travail.

« Stoppez vantardise. Vérifiez à deux sources corps renseignements. Tenez compte cinquante pour cent romanesque dans la plupart des cas. Apprenez à vos hommes à prêter attention, à rendre compte exactement, à savoir poser l'arithmétique des situations. Rassemblez les rumeurs et faites synthèse. » René Char, Feuilletts d'Hypnos, 1946.

Un bulletin de liaison, pour quoi faire ?

Le mouvement en cours contre la loi Travail nous encourage à sortir ce journal. Son nom dit son intention : dire la multiplicité des voix qui s'élèvent ces dernières semaines dans la rue, les boîtes, les facs, les collectifs en lutte. Nous souhaitons lier entre elles les différentes forces et individualités pour que s'opère le décloisonnement nécessaire à un mouvement social. Ce bulletin invite tout le monde à participer, accueille les textes, les photos et les illustrations issues du mouvement en cours.

Si l'ouverture guide son geste, le petit groupe à l'origine de cette proposition tient toutefois à mener un travail éditorial élémentaire : nous privilégions les informations étayées, qui prennent le soin de préciser leurs sources. De même, nous privilégions une écriture qui se veut claire et compréhensible, en évitant tout jargon.

Ce journal paraîtra chaque fois que nous aurons des choses à dire, sur papier ou sur internet. Il trouvera son prolongement dans **Haro !**, un site internet d'information et d'enquête sur Grenoble et ses environs que nous mettrons en ligne au cours du mois d'Avril. On vous en reparlera.

En attendant, nous récoltons vos infos à haro@riseup.net.

A bientôt, bisous.

Nuit Debout, répression et revirement écolo



« Il y en a qui contestent
Qui revendiquent et qui protestent
Moi je ne fais qu'un seul geste
Je retourne ma veste
Toujours du bon côté »

Le 31 mars, Eric Piolle, maire de Grenoble coupait l'électricité aux manifestants qui souhaitaient projeter le film *Merci Patron !* sur l'anneau de vitesse. Il invoquait comme prétexte les débordements lors de la manifestation du matin. (Voir l'article « Tout va bien, c'est une journée normale »).

Mauvais calcul politique. Alors que Piolle prétend s'opposer à la loi Travail, de nombreux manifestants se sont sentis trahis par cette décision lâche. Le fait que les manifestants se fassent gazer et tabasser sous les fenêtres de la mairie pendant que les élus commémoraient la répression policière en Argentine est difficile à avaler pour ceux qui avaient cru au changement promis par Piolle. Beaucoup ont juré qu'on ne les y reprendrait plus.

Devant la grogne de ses électeurs potentiels et soucieuse de préserver son image de gauche, la mairie a entamé un complet revirement. A l'occasion de la manifestation du samedi 9 avril, plusieurs collectifs – dont l'AG de ville, le syndicat Solidaire – envisagent d'occuper le parvis de la MC2 de Grenoble afin de lancer, enfin, la Nuit debout à Grenoble. Ce jeudi 7 avril, ils étaient reçus par la mairie pour demander l'autorisation d'occuper la place. Les élus ont alors assuré les manifestants du soutien de la municipalité. L'eau et l'électricité seront fournis par la ville aux manifestants. Ils peuvent occuper jusqu'à lundi, à condition qu'il n'y ait pas de violences. Selon une des personnes reçues par la mairie, des élus auraient prévu de venir parader à l'occupation. Espérons qu'ils seront reçus comme ils le méritent.

Panorama d'un début de mouvement contre la « loi travail ».

Récits et mise en perspective.
Grenoble, mars 2016.

Avant le 9 mars.

Alors que le gouvernement nous mitonnait une loi anti-sociale, quelques mois seulement après l'ambiance d'unité nationale qui a suivi les attentats de Paris, les bureaux nationaux des centrales syndicales ne bougeaient pas. Chose inédite, la défense des droits sociaux est finalement venue par internet, via des « youtubeurs » isolés puis réunis derrière le #onvautmieuxqueça. On sent la pâte des réseaux post-indignés, qui, en l'absence de mouvement social depuis cinq ans, remplacent le syndicalisme sur son propre terrain en matière d'enjeux nationaux.

Le 9 mars.

Du monde, des sourires, des souvenirs. Ce jour là on a eu deux surprises : la gauche sait encore descendre dans la rue, et on aime quand même bien quand elle le fait. Même si ça n'est pas très déterminé, même si c'est beaucoup de folklore, et qu'on ne s'entend pas à cause de la musique assourdissante des camions-sono. On aime bien parce que ça fait remonter les souvenirs des mouvements sociaux de 1995-2010. On se fait vieux...

Entre les 9 et 18 mars.

Après les surprises du 9 mars, ce qui traîne dans toutes les bouches et radios, c'est le retour mythique du CPE. À travers cette étrange rumeur émerge surtout l'incapacité des différentes tendances de la gauche, radicale comprise, à imaginer une manière de s'opposer au gouvernement. Quand les patrons du BTP ou de l'agriculture veulent se faire entendre, ils sortent leurs engins ou ravagent des préfectures à grand renfort de fumier. Mais la gauche, elle, ne sait plus. Heureusement que l'orgueil gouvernemental est là pour doper la mobilisation...

Mais derrière cette mobilisation du 9 mars, outre la défense du code du travail, on sent bien qu'il y a aussi autre chose qui couve. La constitution d'une « AG de ville », regroupant des individus, des groupes plus ou moins organisés, et des syndicats, impulse une dynamique en ce sens. Elle provoque des rencontres et des alliances qui se traduisent en actes, même si elle reste assez faible politiquement, le débat d'idée en étant globalement absent - c'est à dire précisément ce qui permet de faire des choix politiques. Une ambiance qui contraste précisément avec l'agitation politique et idéologique qui caractérisait le mouvement anti-CPE.



Le 18 mars.

Ce jour là, on sent que les syndicats surjouent la force : parce qu'ils ne sont pas à l'origine du mouvement, ils se doivent d'en être après coup. Mais à mi-parcours d'une manifestation bien dans les clous, et bien cadrée par les services d'ordre des organisation de salariés ou de jeunesse, 300 personnes débordent les cordons syndicaux à l'angle Gambetta-Lesdiguières, refusant de finir à Verdun. Le mot d'ordre est crié : au siège du PS ! Cette première manifestation sauvage est composée de groupes plutôt jeunes, ainsi que de quelques manifestants ou syndicalistes plus enthousiasmés par cette version, derrière une énigmatique banderole de tête « on est nombreux/on fait ce qu'on veut ». On sent qu'il y avait l'envie que le réel s'incline vers l'expression d'une vraie colère, et s'éloigne du folklore militant. « La rue est à nous », qu'ils disaient avec joie et détermination, en empruntant le cours Berriat. Oui, mais pas longtemps : arrivés à Jean-Jaurès, un cordon de CRS barre la route, et face à la police, c'est un autre folklore qui se joue : des lacrymos, et un premier blessé par la police. Le siège du PS, ce sera pour une prochaine fois, mais la journée aura marqué l'émergence d'une force nouvelle à Grenoble : plusieurs centaines de personnes partagent l'envie de prendre la rue.

Le 24 mars.

Dans la semaine, la CGT avait annoncé à l'AG de ville une action contre le PS. Le 24, à 10h du matin, il y a déjà une cinquantaine de flics au départ de la manifestation, devant le local du PS, rue N. Chorrier. Le camion-sono crache inlassablement ses grésillements aux rares personnes qui ont fait le déplacement. On ne sent aucun enthousiasme. Avant le départ, le gueulard au fort accent dauphinois, drapeau du Che à la main, demande depuis le camion aux « camarades CRS de se pousser un moment ». Les flics font quelques pas vers la droite, quelques oeufs volent sur les volets du local fermé, et les casqués refont quelques pas

vers la gauche. Un pitoyable coupé-décalé qui recommencera à l'identique à la fin du parcours, devant le siège des Républicains. Une vraie mascarade.

À ce moment, on sent justement que parmi les manifestants, il y en a qui n'ont pas envie d'en rester là. Nouveau départ en manifestation sauvage. Seulement, la police bloque tout le monde 100 mètres plus loin, et c'est parti pour une heure de valse à Chavant, police contre jeunes, le camion de la CGT coincé au milieu.

Tout se jouera le 31.

Après le 24, il flotte dans l'air une évidence : tout se jouera le 31. Jusqu'ici, il n'y a eu que très peu de grèves en France, et sans grève, il n'y a pas de mouvement social. Certes, les violences policières attisent un peu les braises, avec les scandales parisiens du jeune qui se prend un uppercut au lycée Bergson, ou l'expulsion de l'occupation de Tolbiac. Mais autour de Grenoble, la situation ne semble se jouer ni dans les boîtes, ni dans les facs, ni dans les lycées. Pour le moment, les syndicats promènent la marionnette des conflits sociaux, la jeunesse fait l'expérience des affrontements et de l'organisation, et l'on sent une certaine aspiration à l'autonomie des luttes, provenant d'une certaine désillusion face aux modes d'action classiques. Parmi cette frange de la jeunesse révoltée, plus aguerrie aux occupations issues des mouvements Zad ou Indignés, il se dit parfois que « manifester, ça change que dalle », mais on entend aussi dans les cortèges ce slogan : « jeunes, déter', et révolutionnaires ! ». « *Nous savons qu'un mouvement qui désire, réellement, se donner les moyens de gagner, ne se pose pas la question de la massification comme on l'entend à toutes les sauces, mais celle de la justesse et de la détermination* » dira un tract distribué le 31.



Le 31, un mouvement va naître, et il se dessine, à Grenoble comme ailleurs en France, l'émergence d'un nouvel équilibre entre, d'une part, les catégories militantes issues des mouvements des années 90 et 2000, et d'autre part une nouvelle frange de la population, plus proche des milieux alternatifs et associatifs, qui passe à l'action. L'État, de son côté, démontre le niveau sécuritaire désormais atteint. La police, forte d'un taux record d'enrôlement depuis les at-

tentats, et légitimée par l'état d'urgence, frappe sans retenue.

Où est l'avenir des conflits sociaux, d'où vient l'énergie des luttes d'envergure nationale ? Qui veut encore défendre le monde du travail, tant la nécessité de créer une nouvelle société crève les yeux ? Une partie de la réponse vient peut-être des tentatives de territoires libérés dans les métropoles et en dehors. Quant à ce mouvement, au-delà de l'opposition à cette loi, il nous offre du temps et des espaces où exercer notre liberté commune. Et tout cela est bon à prendre.



Désintox

Suite à la manif du 31 mars, le Daubé a décrit les « casseurs » comme de vulgaires vandales sans idées politiques, indiquant notamment : « *une quincaillerie du cours Berriat a été vandalisée* ».

Pourtant, en observant bien la photographie de la « quincaillerie » dégradée, on voit sur la façade une fleur de lys, symbole nationaliste français, et en vitrine, une croix celtique, symbole de l'extrême-droite.

C'est que le magasin n'est pas une quincaillerie, c'est la boutique « Terres Celtiques » de Christian Mollier, ancien militant du « MNR », scission du FN. Mollier est propriétaire de Terres Celtiques ainsi que du « Quincaillier des deux cours », boutique voisine, laissée intacte.

En 1999, ce charmant personnage a été condamné à 10 mois de prison avec sursis et à 5 ans de privation des droits civiques pour l'attaque d'une conférence de l'association ALIF (Amitiés et liens France-Maghreb). C'est également un ami d'Alexandre Gabriac, ancien militant du FN exclu du parti pour flagrant délit de salut nazi, et fondateur de l'organisation fasciste aujourd'hui dissoute les Jeunesses Nationalistes (voir l'article et la photo sur le site lahorde.samizdat.net).

31 mars : tout va bien, c'est une journée normale !

Il y a du monde place de la Gare en ce 31 mars 2016. Peut-être 15 000 personnes – 25 000 selon les syndicats. On ne vous donnera pas les chiffres de la police. Quand la manif s'élance à 10h30, on ne sait pas encore que la journée sera longue.

Round 1 : Une manifestation déterminée

Au milieu de la foule, un cortège s'est formé au pied d'un grand squelette. Des fumigènes sont allumés. À l'avant : deux banderoles, dont l'une proclame la « grève irréversible ». De nombreuses personnes sont masquées. Selon le Daubé, elles sont là « pour exprimer de manière plus violente et radicale leur rejet de la société actuelle dans son ensemble ». Pour une fois, on ne peut lui donner tort.

10h40 : Les vitrines du Dauphiné Libéré sont recouvertes de peinture à l'extincteur. Un tag est apposé : « #On vaut mieux qu'eux ». Quelques policiers de la BAC essaient d'intervenir. Ils sont tenus à distance du cortège par des huées et divers projectiles. Le ton est donné. À mesure que le cortège avance, cours Jean Jaurès puis cours Berriat, des banques, agences d'interim, agences immobilières, et panneaux de publicité sont pris pour cible jets d'œufs, peinture, coups de marteau, tags : « Voleurs », « Mort à l'économie », « Expropriation » « Plutôt chômeur que manager/contrôleur ». La boutique Terres Celtiques, repère connu de militants d'extrême droite est également attaquée. Dans le cortège, on entend crier : « Jeunes, déters [déterminés, ndlr], et révolutionnaires ! » « Tout le monde déteste la police ! »

Quelques gros bras du service d'ordre de la CGT et quelques syndicats réformistes s'interposent pour protéger les banques. Le ton monte à plusieurs reprises, sans violence physique d'aucune part. Rue Lesdiguières, les vitres de la police municipale (qui partage ses locaux avec ceux de la mission locale) sont également prises pour cible.

À l'arrière de la manifestation, l'ambiance est plus détendue. On constate les dégradations après-coup, avec consternation ou avec un sourire en coin, c'est selon.

Round 2 : « Séparer le bon grain de l'ivraie » - stratégie policière

A 11h30, place de l'Étoile, une unité de gendarmes mobiles se déploie au travers de la rue Lesdiguières pour barrer la route au cortège irréversible. Pour Patrick Mairesse, directeur départemental de la sécurité publique, l'objectif est de « séparer le bon grain de l'ivraie », en coupant la manifestation en deux, en séparant les « casseurs » et les gentils manifestants.

Après 10 secondes d'hésitation, le cortège reprend sa marche en direction de la police, avec force huées et fumigènes. Des projectiles fusent. Le cortège de syndicalistes qui se trouve alors derrière les gardes mobiles fait demi-tour et prend la police à revers. La brigade des clowns achève de les ridiculiser en les singeant.

Panique chez les bleus qui adoptent la position des légions romaines dans Astérix et se massent contre le mur sous les insultes et les jets de pétards. Le cortège n'a plus qu'à contourner les gendarmes mobiles humiliés et rejoindre l'avant de la manifestation, suivi par les autres cortèges.

Quelques actions ponctuent encore la fin du défilé. La manifestation arrive vers midi au Parc Paul Mistral et les cortèges se dissolvent devant l'anneau de vitesse. Il fait beau. Ambiance musique et merguez. C'est à ce moment que la BAC interpelle, à bonne distance de la manifestation, deux jeunes soupçonnés d'avoir jeté des projectiles. Peu de gens s'en aperçoivent. Les gens pique-niquent dans l'herbe, discutent. Un camion pose du son et des gens dansent. Une AG étudiante prévue le lundi précédent se tient.





Round 3 : « Séparer le bon grain de l'ivraie » - stratégie politicienne

Quelques jours auparavant, les syndicats avaient obtenu l'autorisation d'occuper l'anneau de vitesse jusqu'à minuit pour organiser des concerts et une projection du film de François Ruffin, *Merci patron !* En marge des syndicats, le collectif qui s'organise à l'AG de ville (tous les lundis à la bobine) entendaient organiser la première « Nuit debout » grenobloise.

Peu avant midi, un responsable de la police annonce que la manifestation sera interdite à partir de 16 heures. Dans la foulée la Ville de Grenoble publie un communiqué : « compte tenu des violences et des dégradations survenues dans de nombreuses grandes villes de France dont Grenoble, et en conformité avec le récépissé de la Préfecture de l'Isère [...] la Ville de Grenoble a demandé aux organisateurs d'annuler la projection du film *Merci*

patron » Et de couper l'électricité pour interdire toute projection. Le message est clair : parce que dans la matinée certains ont débordé du cadre légal de la manifestation, l'ensemble des manifestants est privé de film. Punis ! Objectif : monter les partisans de la Nuit Debout grenobloise contre les manifestants du cortège matinal, diviser ce mouvement dont la puissance repose justement sur la diversité des méthodes. Ce que la police n'a pas réussi à faire dans la rue, Piolle et son équipe tentent de le faire politiquement. Encore raté !

A 15h30, 500 personnes quittent le Parc Paul Mistral pour se rendre devant la mairie et exiger du maire qu'il rétablisse l'électricité. Piolle oppose une fin de non-recevoir. Les manifestants retournent au Parc Paul Mistral.

Round 4 : « Grenoble, Grenoble, soulève-toi ! »

18h30, alors que la CGT a rangé la sono, les gardes mobiles évacuent la place à coup de matraques et de lacrymos. Les manifestants reculent jusqu'à la mairie. Derrière les portes tenues par des policiers les élus participent à une commémoration officielle des victimes de la répression militaire en Argentine, à l'époque de la junte. Trois interpellations ont lieu à ce moment là. Face à la pression de la police, qui encercle de toutes parts, une majorité de personnes repart en manif sauvage jusqu'à la place Notre-Dame, poursuivis par la police qui ne lésine pas sur les lacrymos.

Là, le cortège décide de faire une pause. De la musique s'élève et l'on danse la valse devant la BAC. Pas charmés par l'ambiance, ces derniers finissent par gazer et charger les manifestants, qui s'engouffrent dans les rues piétonnes du centre. De nouvelles interpellations ont lieu. Le cortège tourne en centre ville, se dirige vers la Gare, reprend la direction du centre, puis de Chavant. Plus un uniforme n'est visible aux alentours. Le groupe grossit petit à petit jusqu'à atteindre 600 personnes. L'ambiance est à la fois déterminée et bon enfant. « Grenoble, grenoble, soulève toi ! »

A Chavant les manifestants s'assoient sur les voies et bloquent la circulation. Biscuits et bouteilles : on reprend quelques forces. Le cortège se reforme et prend la direction de l'Hôtel de Police aux cris de « libérez nos camarades ». Plus de banderole en tête de cortège mais un épouvantail en costume cravate qui s'enflamme pour ouvrir la voie.

L'arrivée au commissariat est percutante : les flics qui avaient disparu réapparaissent en nombre et gazent à distance. Un deuxième cordon referme la route dans le dos du cortège. Seule possibilité pour les manifestants : s'engouffrer au pied des Trois Tours, dans une nasse. Toutes les issues sont bouchées. Gaz et matraquage de tous les côtés. Dans la panique, des manifestants arrachent les tôles qui servaient à protéger un chantier pour ouvrir une brèche. Certains se coupent les mains plus ou moins gravement. Ceux qui n'ont pas le temps de partir (une trentaine de personnes) sont alignés et fouillés contre un mur par la BAC qui leur ordonne finalement de partir tout en continuant de leur courir après. La manifestation prend fin dans un certain chaos.

Bilan de la soirée : plusieurs blessés graves, et plus de 20 arrestations. 8 personnes ont passé le weekend à Varcès et sont passées en comparutions immédiates lundi 4 avril. Elles ont écopé de 4 à 8 mois de sursis, et de 150 à 180 heures de travaux d'intérêt général et devront payer quelques 10 000 euros au total en réparation du préjudice moral subis par les policiers de la BAC.

En tout cas, si les flics avaient prévu de terminer leur journée à 16 heures après avoir évacué les manifestants, c'est raté. La nuit debout n'a pas eu lieu telle qu'elle était prévue. Mais des centaines de personnes sont néanmoins restées debout jusque tard dans la nuit. Et ce qui s'est élaboré ce soir, personne ne pourra le défaire.

31 Mars : interview croisée

Parce que le Daubé n'interviewe guère les manifestants, nous avons décidé de leur donner la parole. Certaines des personnes interrogées ont participé aux actions de casse pendant la manif, d'autres non.

On a beaucoup parlé de la casse et de la violence à la dernière manif. Qu'est ce que ça vous évoque ?

Claude : c'est un peu comme quand tu casses un verre ou une bouteille, c'est pas vraiment fait exprès mais on ne va pas s'excuser !

Morgane : Bah, ..., la question est mal posée coco. C'est pas très intéressant ce que tu dis.

Camille : Casser nous permet de nous décharger affectivement d'une violence sociale. Cette violence, c'est celle que l'on ressent en voyant des gens à la rue, c'est celle que l'on ressent face aux rôles sociaux aliénants que l'on nous impose. Cette violence est le produit d'une société individualiste, dans laquelle subsistent des rapports de domination insupportables. Et puis peut-on parler de violence

lorsque des vitrines sont cassées ? La violence n'est elle pas plutôt du côté des forces de l'ordre qui envoient nos camarades à l'hôpital et en prison ? Nous ne nous en prenons pas aux personnes mais aux biens.

Dominique : Il est à mon avis essentiel de faire une distinction claire entre violence sur du matériel et violence sur individus. C'est une chose simple mais qui est rarement évoquée. La vraie violence est celle qui est répressive et qui régit nos vies gérées par le(s) pouvoir(s) ; la violence contre du matériel, la « casse » comme on dit, est un moyen d'action et de dénonciation adoptés par certain-e-s qui est en



réalité une contre-violence.

Andrea : Un symbole. Le signe que ce qui a animé pendant des années, pendant des siècles, les mouvements de révolte contre l'oppression (les jacqueries, les hérésies, la Révolution Française même si vous voulez), n'est pas mort et ne mourra pas. Pas tant, du moins, que les gestes qui ont exprimé cette révolte ne disparaîtront pas. C'est une sorte de poésie de l'insurrection, une littérature de la rébellion. Et un signe, un symbole, comme tout langage, ça se partage. Et c'est pour ça qu'agir symboliquement n'a pas « aucun sens » comme on l'entend souvent. Parce que c'est petit à petit, par l'addition de ces gestes radicaux, que le monde dégueulasse qu'on nous impose tombera en ruine.

Pourquoi est-ce que vous choisissez ces modes d'action ?

Camille : C'est comme le chocolat chaud, des fois c'est bon. Mais ça reste indigeste pour les intolérants au lactose. C'est une manière de pouvoir se balader en rue sans voir ces connards et ces voleurs qui profitent tranquillement de nous bouffer la gueule. Bien sur c'est symbolique parce qu'on sait très bien que derrière c'est les assurances qui font leur billet. C'est une manière de dire : « penser, s'indigner, c'est très bien mais c'est dans les airs. Plein de gens sont très forts en critique et très « conscients » de ce qui se passe mais peu se disent « ok, bon maintenant ça, ça nous fait chier comment on fait pour le poser ». En fait, ce mode d'action ça sert à dire aux puissants et aux autres : « il n'y aura pas de saloperie en plus faite au gens et transcrite sous forme de loi sans que ce soit le bordel ». Et ça, les gouvernants en sont bien conscients.

Claude : Ça nous permet de nous prouver notre force collective et d'aller graduellement vers une insurrection généralisée.

Andrea : Quand tu parles avec tes tripes, c'est que tu parles avec ce qui est le plus profond de chacun d'entre nous. Et c'est là que tu rencontres tes pairs, tes frères, tes sœurs, tes camarades. Deux

secondes avant, ils pouvaient avoir un autocollant, un drapeau. Mais quand ça implose, il n'y a plus que ce qui se passe entre nous.

J'ai vu des gens qui s'opposaient à la casse. Certains se sont même interposés physiquement pour protéger des banques. Qu'est ce qui s'est passé plus précisément ?

Dominique : Il faut un peu nuancer le propos. Effectivement, il y a eu des moments où des gens se sont interposés, mais il faut aussi préciser qui sont ces gens. Dans la plupart des cas, ce sont des membres du service d'ordre de la manif' qui se sont mis devant les vitrines, c'est-à-dire des adhérents de la CGT principalement. Mais il n'y a pas eu d'échanges de coups, plutôt des grosses engueulades. Sinon, même si des gens pouvaient être étonnés ou énervés, ça a plutôt provoqué des discussions (même si elles étaient parfois brèves à cause du contexte) et, heureusement, ça reste compréhensible pour plein de personnes de s'en prendre à des banques ou à un magasin tenu par des fachos.

Claude : Certains cgtistes ainsi que des membres de la FSU ont non seulement condamné la casse mais aussi tenté de faire opposition à l'action des casseurs. Il faut rappeler que ces actions visaient des banques, des agences d'intérim, des agences immobilières, un magasin fasciste et un commissariat de la police municipale. Il me semble qu'il s'agit d'ennemis politiques évidents, qui œuvrent en faveur du maintien de la domination politique et économique inhérente au système capitaliste. Certains syndicalistes se placent ainsi en défenseurs de nos oppresseurs. Avec de tels comportements, ils se substituent à la police, cette milice du capital. A eux de choisir leur camp !

Andrea : Si on a pas les mêmes tripes, c'est pas grave. On se nourrit petit à petit. C'est aussi ça la casse : un pot de gros chocolat à partager. Lentement, parce que ça prend du temps à faire.

Mais en faisant ça, c'est les contribuables qui payent ?

Morgane : Ce système est devenu bien perfide parce que de toute façon il y aura toujours des gens que tu feras chier que tu foutes le bordel ou pas. Il y a des gens qui nettoient les trains après que tu aies voyagé dedans. C'est un taf ingrat. Et, ceux là, que tu foutes le bordel ou pas, ils continueront à bosser pour le "service" qu'on te propose.

En outre, compte tenu des centaines de milliards que les grands riches se foutent dans les poches, je considère que la valeur d'une vitrine ne pèse pas lourd. On ferait chier les gens qui cassent des vitrines avec les bénéfices que certains se font ? Faut arrêter de déconner... C'est le même raisonnement qu'avec le chômage, la sécu ou les minimas sociaux. Sauf que nous, on veut pas juste continuer à bosser dans les mêmes travaux pourris avec l'assurance que le capital est plus taxé. Donc la seule solution c'est de s'organiser entre nous et de construire autre chose où on repense radicalement la manière dont on vit ensemble. C'est quand même incroyable le nombre de boulots qui servent à rien aujourd'hui si ce n'est à engraisser des actionnaires.

Camille : Nous faisons cela dans une optique révolutionnaire. Il me semble que ces actions

sont nécessaires. Dans tout système capitaliste, la plus grande majorité de la population est seule productrice des richesses. Et cela pour le plus grand bénéfice d'une classe privilégiée composée exclusivement de parasites. Certes les contribuables payent une partie des dégâts, mais uniquement ceux qui concernent les arrêts de tram. mais si nous ne menons pas ces actions nous ne nous émanciperons pas des rapports de dominations politiques et économiques. C'est un mal pour un bien en somme. Je rajouterai que les objets ciblés lors des actions de casse n'ont rien d'indispensables. Nous pouvons tout-à fait vivre sans distributeurs de billets et sans police. Nous espérons voir l'abolition de l'argent et de l'État se réaliser.

Andrea : Si le contribuable est une personne qui assume d'héberger à ses frais les pubs immondes de Bouygues, de Chanel ou de gugus de la sorte, je me dis : je ne suis pas un contribuable.



Intersyndicale

Une réunion intersyndicale des organisations de l'Isère a eu lieu le mercredi 6 avril au matin, réunissant les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, CNT, UNEF et UNL. La CFDT et l'Unsa ne pointent toujours pas le bout de leurs nez.

La veille, l'intersyndicale nationale avait d'ores et déjà décidé de ne pas organiser de nouvelle journée de mobilisation avant le 28 avril, soit deux semaines et demie après celle d'aujourd'hui. Tout en encourageant les organisations locales à continuer d'organiser des actions en attendant...

Pour l'instant, l'intersyndicale de l'Isère n'a pas prévu d'actions avant le 28. L'organisation de la journée du 9 avril a été au centre des discussions, et notamment la participation ou non des syndicats à la seconde manifestation, qui mènera les manifestants de la place de Verdun au parvis de la MC2. Solidaires, l'UNEF et l'UNL ont décidé de s'y joindre, mais les autres syndicats rentreront chez eux.

Quant à passer la vitesse supérieure et envisager une grève générale reconductible, dont on a constaté lors du mouvement contre la réforme des retraites qu'elle seule peut inquiéter les dirigeants politiques et économiques, il n'en est pas question pour l'instant.



Réclame!

**Que faire face à la police, en cas d'arrestation, ou de procès ?
Désormais vous n'êtes plus seuls, grâce à :**

MMA38
Zéro blabla, zéro traca !

Legal team & caisse de solidarité
07 58 01 72 85
mma38@riseup.net